



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers,
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°32-2024-11- 29-00001
portant prescriptions complémentaires relatives à la durée d'exploitation de l'installation de
stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par le Syndicat Mixte de production
d'eau potable et de traitement de déchets du Gers, TRIGONE, située lieu-dit « Pontac »
sur le territoire de la commune du Houga**

**Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État
dans le département du Gers**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 10 mai 2024 nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

Vu le décret du 20 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 13 novembre 2024 mettant fin aux fonctions de Préfet du Gers de Monsieur Laurent CARRIÉ, à compter du 25 novembre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 2007 portant mise en conformité et autorisation d'augmentation de la quantité annuelle traitée de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Pontac exploitée par le Syndicat Mixte Départemental de Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées du Houga ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 instaurant des servitudes d'utilité publique dans une bande de 200 mètres, autour de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux exploitée par le Syndicat Mixte Départemental de Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées (SMDTOMA) au lieu-dit "Pontac" au Houga ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, du 19 juin 2015, relatif à la mise en place d'une unité d'évaporation de perméats issus de l'osmose inverse de lixiviats traités sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par le Syndicat Mixte de production d'eau potable et de traitement des déchets du Gers Trigone sur la commune du Houga ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, du 22 juillet 2019, prononçant les modifications des prescriptions relatives à l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISND) exploitée par le Syndicat Mixte de production d'eau potable et de traitement de déchets du Gers, TRIGONE, située sur le territoire de la commune du Houga ;

Vu le dossier de porter à connaissance, relatif à l'optimisation de la durée de vie de l'ISDND du Houga et à la projection de fin d'exploitation, transmis par le Syndicat Mixte TRIGONE le 23 septembre 2024 ;

Vu l'étude d'optimisation de la capacité de stockage réalisée en deux phases, le 19 mars 2024 et le 16 avril 2024, par le bureau d'études SUEZ CONSULTING ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, du 14 octobre 2024, faisant suite à l'instruction du dossier de porter à connaissance précité ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 8 novembre 2024 ;

Vu le courriel du 15 novembre 2024, du Syndicat Mixte TRIGONE, précisant qu'il n'a aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que les arrêtés préfectoraux susvisés définissent une capacité maximale de stockage de déchets et une hauteur maximale du casier après réhabilitation mais ne définissent pas de date de fin d'exploitation ;

Considérant que la capacité maximale de stockage de déchets autorisée par les arrêtés préfectoraux susvisés sera atteinte à la date du 31 décembre 2025 ;

Considérant que jusqu'au 31 décembre 2025, l'exploitation de l'ISDND du Houga ne conduira pas à une augmentation de la capacité de stockage de déchets initialement autorisée, ni à des modifications portant sur la nature ou l'origine des déchets stockés et sur les conditions d'admission et d'exploitation du site ;

Considérant que jusqu'au 31 décembre 2025, l'exploitation de l'ISDND du Houga ne se traduira pas par une extension géographique du périmètre initialement autorisé ;

Considérant que jusqu'au 31 décembre 2025, l'exploitation de l'ISDND du Houga ne modifie pas les impacts précédemment évalués dans les études menées par l'exploitant ;

Considérant que, les prescriptions réglementaires actuellement applicables permettent la maîtrise des impacts environnementaux du site et que ces prescriptions restent applicables durant la durée d'exploitation définie par le présent arrêté ;

Considérant que dans ces conditions, l'exploitation de l'ISDND du Houga jusqu'au 31 décembre 2025 ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale initiale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter les prescriptions applicables au site du Houga ;

Considérant qu'en cas de vacance de poste du préfet qui ne fait pas l'objet concomitamment d'un remplacement, l'intérim du préfet de département est assuré par le secrétaire général de la préfecture ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture chargé de l'administration de l'État dans le département du Gers ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Durée d'exploitation

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux (rubrique 2760-2), située lieu-dit « Pontac » sur le territoire de la commune du Houga, est accordée **jusqu'au 31 décembre 2025** au Syndicat Mixte de production d'eau potable et de traitement de déchets du Gers-TRIGONE.

Le tonnage annuel de déchets autorisé en réception au sein de l'ISDND jusqu'au 31 décembre 2025 est de **22 000 tonnes par an**.

Le fonctionnement des autres activités visées à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2019 n'est pas limité dans le temps. »

ARTICLE 2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Houga, commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Houga, commune d'implantation de l'installation, pendant une durée d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins du maire à la préfecture ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Gers, pendant une durée minimale de quatre mois, et sur le recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3 : Notification

Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Mixte de production d'eau potable et de traitement de déchets du Gers-TRIGONE dont le siège social est situé ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch.

ARTICLE 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, la sous-préfète de Condom, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, et le maire du Houga sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information aux maires de Luppé-Violles et de Vergoignan.

Fait à Auch, le 29 NOV. 2024

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département du Gers


Cédric KARI-HERKNER



Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.